



Coordinateur·ice de l'Observatoire des expulsions des lieux de vie informels

Le Collectif national droits de l'homme Romeurope recrute **un·e coordinateur·ice pour l'Observatoire des expulsions des lieux de vie informels** :

- Contrat à durée indéterminée (CDI, temps plein)
- Date de prise de poste souhaitée : 21 septembre 2026
- Poste basé au siège du CNDH Romeurope : 59 rue de l'Ourcq, 75019 Paris
- Offre publiée le 29 juillet 2026
- Réponse souhaitée avant le 15 août 2026
- Entretiens à prévoir entre le 31 août et le 11 septembre 2026

L'OBSERVATOIRE DES EXPULSIONS DES LIEUX DE VIE INFORMELS

L'Observatoire des expulsions des lieux de vie informels (ODE) est un projet inter-associatif créé en 2018, réunissant des associations nationales et locales engagées dans la défense des droits fondamentaux des personnes vivant en habitat précaire (bidonvilles, squats, campements, véhicules etc.).

L'ODE a pour objectifs de :

- documenter de manière rigoureuse et continue les expulsions de lieux de vie informels sur l'ensemble du territoire ;
- produire des analyses quantitatives et qualitatives fondées sur des données consolidées et vérifiées ;
- rendre visibles les conséquences humaines, sociales et juridiques des expulsions ;
- outiller les acteur·ices de terrain, les institutions ;
- alimenter le débat public à travers des rapports, notes d'analyse et travaux de recherche
- porter un plaidoyer pour faire évoluer les politiques publiques.

Son fonctionnement repose sur un travail interassociatif, associant un réseau étendu de contributeur·ices (associations, collectifs, professionnel·les, chercheur·ses), qui alimentent la base de données de l'ODE et participent à sa consolidation.

Le rôle du CNDH Romeurope dans la coordination de l'ODE

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope (CNDH Romeurope) est l'un des membres fondateurs de l'Observatoire des expulsions. À ce titre, il agit comme partenaire au même titre que les autres organisations impliquées, tout en assurant une responsabilité spécifique de coordination.

En vertu d'un mandat de représentation confié par les membres de l'ODE, le CNDH Romeurope assure :

- le portage juridique et institutionnel de l'Observatoire ;
- la gestion, la protection et la valorisation de la base de données de l'ODE, dont il est mandataire ;
- la coordination générale du dispositif, incluant la méthodologie, la production des rapports et les relations avec les partenaires institutionnels et académiques.

LE COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

Le CNDH Romeurope regroupe 49 associations et collectifs locaux en France qui agissent pour l'accès aux droits fondamentaux des personnes en situation de grande précarité et contraintes de vivre en habitat informel (bidonvilles, squats, campements, véhicules etc.). Le CNDH Romeurope s'attache à lutter contre les discriminations et violations des droits humains dont elles sont victimes. Au cœur de l'action du CNDH Romeurope sont les collectifs et associations membres qui se mobilisent au quotidien avec les personnes qui vivent dans ces situations de grande précarité.

L'équipe de coordination a pour objectif d'appuyer leurs actions et de porter des positionnements communs auprès des instances de décision aux échelles nationales et européennes. Pour ce faire, le travail de l'équipe de coordination - en lien avec le Conseil d'administration et les membres - s'articule autour de trois axes :

- L'animation d'un réseau militant
- Le travail d'Observatoire, de collecte de données sur les violations des droits fondamentaux des personnes vivant en bidonvilles et squats et autres lieux de vie informels mais également sur les projets vertueux et les bonnes pratiques
- Le plaidoyer auprès d'acteurs divers pour le respect des droits fondamentaux et l'accès au droit commun pour toutes et tous.

DESCRIPTIF DU POSTE

Sous la responsabilité hiérarchique du/de la délégué·e général·e, les missions du/de la coordinateur·ice de l'Observatoire des expulsions sont les suivantes :

Coordination générale

Le/la coordinateur·ice sera chargé·e de travailler en binôme et de suivre les activités liées à l'ODE du/de la juriste.

Animation du réseau des contributeur·ices de l'Observatoire des expulsions

- Assurer la collecte continue, la structuration et la fiabilisation des données remontées par les contributeur·ices
- Assurer l'amélioration de la méthodologie de collecte de données de l'Observatoire des expulsions (questionnaires, process de collecte, appuis aux territoires etc.)
- Assurer le fonctionnement et le développement de l'outil en ligne de l'ODE en lien avec les développeurs
- Rechercher et rencontrer de nouveaux·elles contributeur·ices, développer le réseau et assurer leur intégration dans l'outil de suivi (participation à des réunions inter-associatives, des événements etc.)
- Créer des outils de mobilisation des contributeur·ices (newsletter, présentations, supports d'information, contenus pédagogiques etc.)
- Assurer des formations auprès des contributeur·ices
- Réaliser des outils d'analyse et de vulgarisation des données (cartographies, schémas etc.)

Coordination de la réalisation du rapport de l'Observatoire des expulsions

- Rédiger et coordonner l'écriture du rapport
- Identifier des personnes ressources et réaliser des entretiens
- Effectuer les recherches bibliographiques et documentaires pour alimenter le futur rapport de l'Observatoire

Communication externe / événements

- Elaborer des supports de communication sur l'ODE
- Coordonner l'organisation d'événements à destination des contributeur·ices
- Coordonner l'organisation d'événements promotionnel (conférence de presse etc.) autour de l'ODE
- Elaborer une stratégie de communication et participer aux relations presse

Gouvernance du collectif

- Organiser et animer les COPIL des partenaires et du conseil scientifique
- Assurer la coordination des échanges et le suivi des relations partenariales
- Piloter le travail de cadrage juridique qui lie les partenaires.

Plaidoyer

- Préparer des notes internes, éléments de langage, recherches et supports destinés aux actions de plaidoyer
- Réaliser des réunions d'information ou échanges techniques avec des partenaires associatifs.
- Elaborer en lien avec le COPIL et coordonner la stratégie plaidoyer inscrite dans le rapport 2025 et organiser des rendez-vous institutionnels pour porter le plaidoyer.

Participation générale à la vie associative du CNDH Romeurope

- Partager les actualités en lien avec les expulsions
- Remonter les besoins juridiques des membres et contributeur·ices
- Participer aux événements réseau de l'association CNDH Romeurope

VOTRE PROFIL

Diplôme et expériences

- Bac + 5
- Profil sciences humaines, sciences politiques, droit, géographie
- Expérience de coordination de projet préalable indispensable
- Expérience professionnelle préalable en lien avec les publics en situation de précarité fortement appréciée

Compétences

Compétences techniques :

- Capacité rédactionnelle et de synthèse
- Capacité de recherche et analyse
- Capacité de communication
- Maîtrise du pack office. Maîtrise d'Excel indispensable

Compétences transversales :

- Sens du relationnel (liens équipe, partenaires, publics ...)
- Polyvalence et créativité
- Autonomie et travail en équipe
- Force de proposition

Adhésion aux valeurs militantes du CNDH Romeurope

CONDITIONS DU POSTE

- Rémunération 32 400 euros brut annuel
- Frais de transport pris en charge à 50% sur justificatif
- Tickets restaurant de 9€ par jour travaillé, pris en charge à 60% par l'employeur
- Complémentaire santé prise en charge à 50%
- Poste basé au siège du CNDH Romeurope (Paris, 19e), télétravail possible (2 jours par semaine)
- Des déplacements en France sont à prévoir
- Disponibilité ponctuelle les soirs et weekend

Pour postuler, envoyez votre CV et lettre de motivation a presidence@romeurope.org en indiquant en objet du mail « candidature poste ODE »

Une lettre de recommandation sera appréciée ainsi que des précisions sur la durée de votre préavis si vous êtes en poste / votre disponibilité pour démarrer.

Aucune candidature ne sera traitée par téléphone.